



Communiqué de presse

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Drew Sample, d.sample@cgiar.org , +1 (202) 862-8173
Hawa Diop, h.diop@cgiar.org +221775150812.

Rapport : La recherche et l'équilibre budgétaire suggérés afin de répondre à la demande croissante de protection sociale en Afrique

Addis-Abeba, le 24 octobre 2018 : Après une longue période de stagnation et de déclin économique, les économies africaines ont connu une croissance rapide au cours des deux dernières décennies. La pauvreté et la malnutrition ont diminué de manière constante au cours de cette période. En raison de la détérioration généralisée des moyens de subsistance, une plus longue période de croissance continue sera nécessaire pour sortir les larges segments de la population de leur situation de vulnérabilité. En effet, malgré la baisse des taux de pauvreté, le nombre absolu de populations pauvres et vulnérables continue à augmenter. A mesure que de plus en plus de pays adoptent des systèmes plus démocratiques et pluralistes et que le segment pauvre et vulnérable de la population (en particulier dans les zones urbaines) acquiert un poids politique plus important, les pays d'Afrique vont probablement connaître une demande croissante de protection sociale. Les gouvernements, quant à eux, subiront de plus en plus de pressions pour répondre aux exigences en termes de cohésion et de stabilité sociales.

Même dans les cas de croissance rapide et inclusive, l'action gouvernementale peut être cruciale pour distribuer les bénéfices de la croissance et élargir plus rapidement son impact sur les moyens de subsistance. Les groupes qui bénéficient des avantages de l'augmentation des revenus restent vulnérables face aux chocs économiques et météorologiques qui peuvent les ramener en situation de vulnérabilité. La croissance à elle seule ne suffira donc pas pour aider l'Afrique à atteindre les objectifs ambitieux de réduction de la faim et de la pauvreté énoncés dans la Déclaration de Malabo et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Les gouvernements seront mis au défi de trouver les ressources nécessaires à la fois pour investir dans la croissance économique et pour assurer la protection sociale d'un grand nombre de personnes pauvres et vulnérables. C'est l'une des principales conclusions du [Rapport annuel 2017-2018 sur les tendances et les perspectives \(ATOR\)](#) rendu public aujourd'hui. Ce rapport, publié par le Système Régional d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances (ReSAKSS) et soutenu par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), examine en profondeur le rôle actuel et futur de la protection sociale dans les pays africains. Il analyse les questions liées : (i) à la conception de programmes efficaces pour répondre aux besoins croissants en termes de filets sociaux à travers le continent ; (ii) aux coûts, au succès et à la durabilité des programmes existants ; et (iii) aux possibilités de répliquabilité et d'adaptabilité des interventions alternatives dans divers contextes nationaux. Le rapport évalue également l'efficacité des approches de ciblage alternatives, ainsi que les contextes pour lesquels elles sont plus adéquates.

« Bien que les programmes de protection sociale comptent parmi les moyens les plus efficaces pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire, les gouvernements aux prises avec des restrictions budgétaires sont confrontés à de nombreux défis au moment de mettre en œuvre des programmes rentables et inclusifs », a déclaré Fleur Wouterse, Chercheuse Sénior à l'[Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires \(IFPRI\)](#) et corédactrice du rapport. « Parce qu'elles mettent en exergue le potentiel de la protection sociale pour améliorer la productivité, les recherches et les analyses proposées dans le Rapport ATOR de cette année sont une ressource essentielle pour les gouvernements qui cherchent à surmonter les obstacles liés à la création de filets sociaux efficaces pour leurs citoyens vulnérables. »

Il ressort du rapport que les programmes de protection sociale tels que les programmes de transferts d'argent – la forme la plus répandue de protection sociale sur le continent – peuvent apporter plus qu'une simple assistance sociale. Lorsqu'ils sont combinés à d'autres composantes telles les mesures de changement de comportement, ces programmes peuvent contribuer au développement économique et social en renforçant le capital humain, les compétences et la productivité, ainsi que la capacité de résistance aux chocs externes.

« Les programmes de protection sociale tels que le Programme de Filets Sociaux Productifs ont été inclus dans les politiques les plus importantes du gouvernement éthiopien visant à accélérer la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et à stimuler une croissance économique importante », a déclaré S.E. Eyasu Abraha Alle, Ministre d'Etat en charge de l'agriculture et de l'élevage en Ethiopie. « Notre expérience montre que, lorsqu'ils sont correctement conçus et mis en œuvre, tout en étant évalués en permanence, les programmes de protection sociale peuvent être très bénéfiques pour les sociétés africaines. »

Le rapport présente des recherches et des analyses supplémentaires qui permettront aux pays d'élaborer des stratégies combinant les programmes de protection sociale avec d'autres programmes de développement sectoriels afin de créer un plus grand impact global. Toutefois, il met également en garde quant à la diversité des circonstances qui rendent peu probable l'application d'une approche uniforme des programmes de protection sociale sur tout le continent africain.

« Les pays africains commencent tout juste à aborder sérieusement le problème de la protection sociale et le rapport montre qu'il existe des options et des instruments de protection sociale autres que ceux actuellement utilisés sur le continent », a déclaré Ousmane Badiane, Directeur Afrique de l'IFPRI, avant d'ajouter que « pour être efficaces, les méthodes de ciblage des programmes de protection sociale doivent être ancrées dans le contexte local ».

Le Rapport ATOR est la publication annuelle phare du ReSAKSS. Il a été rendu public pendant la Conférence Annuelle du ReSAKSS organisée par la Commission de l'Union Africaine qui s'est tenue au siège de l'Union Africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 24 au 26 octobre 2018. Le programme ReSAKSS et le Rapport ATOR fournissent des connaissances et des données probantes servant à orienter la mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), principal vecteur de la réalisation des engagements de l'Union Africaine en matière de transformation de l'agriculture.

« Alors que l'Afrique s'engage dans la mise en œuvre des engagements de la Déclaration de Malabo et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, nous sommes convaincus que ce rapport ainsi que la Conférence Annuelle 2018 du ReSAKSS apporteront une contribution précieuse pour souligner le rôle essentiel que les programmes nationaux de protection sociale bien conçus peuvent jouer pour permettre aux ménages les plus pauvres et les plus vulnérables de bénéficier des avantages et des opportunités offerts par la croissance

économique » a déclaré S.E. Josefa L. C. Sacko, Commissaire au Département de l'Economie Rurale et de l'Agriculture de l'Union Africaine, Ethiopie.

###

Notes de la rédaction :

A propos du ReSAKSS

Le Système Régional d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances (ReSAKSS) a été créé en 2006 dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA). Il soutient les efforts visant à promouvoir la planification et la mise en œuvre de politiques fondées sur des preuves et axées sur les résultats. Le ReSAKSS fournit notamment des données et des produits d'analyse et de connaissances connexes permettant d'élaborer les processus d'analyse comparative, de revue et d'apprentissage mutuel du PDDAA. Le ReSAKSS est facilité par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), en partenariat avec la Commission de l'Union Africaine (CUA), l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD (APCN) et les principales Communautés Economiques Régionales (CER). Au niveau régional, le ReSAKSS est soutenu par trois centres du CGIAR basés en Afrique : l'Institut International de Recherche sur l'Elevage (ILRI) au Kenya, l'Institut International de Gestion de l'Eau (IWMI) en Afrique du Sud et l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA) au Nigéria.

www.resakss.org

www.conference.resakss.org/

A propos de l'IFPRI

L'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) propose à travers ses recherches des solutions durables pour éliminer la faim et la pauvreté. L'IFPRI a été créé en 1975 dans l'intention d'identifier et d'analyser des stratégies et des politiques nationales et internationales alternatives visant à répondre aux besoins alimentaires des pays en développement, l'accent étant mis sur les pays à faible revenu et les groupes les plus pauvres au sein de ces pays. Consultez le site de l'IFPRI ici : www.ifpri.org

A propos de la CUA

L'Union Africaine, créée en tant qu'organisme continental panafricain unique en son genre, est chargée de diriger l'intégration rapide et le développement durable de l'Afrique à travers la promotion de l'unité, de la solidarité, de la cohésion et de la coopération entre les peuples d'Afrique et les États africains, mais aussi à travers le développement d'un nouveau partenariat mondial. Son siège est situé à Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie. La vision de l'Union Africaine consiste en : « Une Afrique intégrée, prospère et en paix, gérée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale ». La mission de la CUA est de devenir un moteur de l'intégration africaine et du processus de développement du continent en collaboration avec les États Membres de l'Union Africaine, les Communautés Economiques Régionales et les citoyens africains. »